

NEWSLETTER 2-2017

à tous les membres des sections / *an alle Sektionsmitglieder*

Gel d'avril 2017

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) communique les informations suivantes relatives aux diverses mesures grâce auxquelles la Confédération, conjointement avec les cantons et avec d'autres organisations, entend soutenir les agriculteurs, et présente les mesures à moyen et à long terme qui sont en cours d'examen :

Aide aux exploitations et crédits d'investissements

- **Sursis d'un an pour le versement des annuités de crédits d'investissements ou de prêts accordés au titre de l'aide aux exploitations**

Il est possible d'aider les exploitations qui manquent de liquidités à court terme en raison de pertes de récoltes. Les viticulteurs concernés peuvent demander au service cantonal compétent un sursis d'un an pour le versement des annuités de crédits d'investissements ou de prêts accordés au titre de l'aide aux exploitations. Rappelons à cet égard que les délais maximaux prévus pour le remboursement des prêts existants doivent être respectés lorsqu'un sursis est accordé. Les services d'exécution cantonaux sont responsables du report du remboursement des crédits d'investissements au titre de l'aide aux exploitations. Les adresses utiles figurent sur le site internet www.suissemelio.ch.

- **Prêts remboursables sans intérêt**

La difficulté majeure réside dans la préservation des liquidités sur le long terme et dans l'amélioration générale de la situation de l'exploitation. Un prêt remboursable sans intérêt peut alors être utile. L'octroi de ce prêt suppose un conseil et un examen approfondis effectués par les services cantonaux chargés de l'exécution. Cette aide convient pour remédier à des difficultés financières passagères, pour convertir des dettes portant intérêts ou pour compenser la perte de revenu consécutive à la réorganisation d'une exploitation. Pour que l'assainissement des dettes soit envisageable et judicieux, il faut que le concept d'exploitation soit examiné et que des mesures soient prises pour réduire les coûts. Dans tous les cas, l'exploitation doit être viable à long terme. Les prêts sont uniquement accordés à titre d'aide aux exploitations si les critères d'entrée en matière de l'ordonnance du 26 novembre 2003 sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture (OAS : RS 914.11) sont respectés. Le délai de remboursement d'un prêt au titre de l'aide aux exploitations s'élève au maximum à 20 ans et doit être fixé en fonction des possibilités économiques de l'emprunteur.

- **Crédits d'investissements visant à améliorer la production de cultures spéciales ainsi que le renouvellement des cultures pérennes**

Si des cultures doivent entièrement être renouvelées ou si des mesures destinées à améliorer la production de cultures spéciales s'avèrent nécessaires, 50 % des coûts imputables peuvent être financés par des crédits d'investissements sans intérêt (art. 44, al. 1, let. e OAS). Ces mesures sont assujetties au respect de conditions d'entrée en matière.

Les trois mesures précitées peuvent immédiatement être appliquées et ne demandent aucune modification des textes légaux en vigueur. Les moyens liquides du Fonds de roulement suffisent à coup sûr à répondre aux demandes motivées. L'OFAG examine, dans le contexte de la redistribution des moyens financiers affectés à l'aide aux exploitations paysannes, s'il est possible de prévoir le versement par la Confédération d'une avance temporaire sur le montant de la prestation cantonale selon l'art. 1, al. 1 OMAS, afin que les cantons gravement touchés disposent de moyens financiers en quantité suffisante issus du Fonds de roulement Aide aux exploitations paysannes.

Paiements directs

Les paiements directs continueront à être versés pour des surfaces qui ont été anéanties par le gel. Les règles en matière de l'exploitation dans le domaine de la protection phytosanitaire et du sol selon les PER doivent être respectées – dans la mesure où elles sont applicables.

fondssuisse (Fonds suisse de secours pour dommages non assurables causés par des forces naturelles)

En raison des importants dommages causés en avril 2017 par le gel sur l'ensemble du territoire national et du caractère extraordinaire de cet événement, fondssuisse a décidé d'entrer en matière et, ce faisant, de tolérer une exception aux critères de contribution (art. 12, al. 6, des "Directives"). En complément aux mesures prises par la Confédération et par les cantons (et, dans certains cas aux éventuelles assurances), fondssuisse soutiendra les exploitations gravement touchées (cas de rigueur) au moyen de contributions aux dépenses supplémentaires dues au gel (mesures de protection contre le gel et mesures d'entretien).

Concernant l'annonce des cas d'importants dommages dus au gel et l'examen de ces cas, fondssuisse a besoin de l'aide des services cantonaux. D'ici l'été, les critères et la procédure à suivre seront établis conjointement par les associations (de paysans, d'arboriculteurs et de vignerons), les services cantonaux et l'OFAG. Puis, l'OFAG informera vraisemblablement en automne 2017 sur la procédure d'annonce à suivre, une fois que l'ampleur des dégâts sera connue.

Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail

Dans le contexte des dégâts dus au gel, des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail peuvent être versées aux conditions suivantes :

Les travailleurs dont la durée normale du travail est réduite ou l'activité suspendue ont droit à l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail lorsqu'ils ont subi une perte de travail à prendre en considération qui est due à des facteurs d'ordre économique et est inévitable (art. 31, al. 1 et 32, al. 1 let a de la loi sur l'assurance-chômage, LACI). Seules les réductions des heures effectivement dues à des motifs économiques sont indemnisées.

Le Conseil fédéral règle en outre à l'art. 51 de l'ordonnance sur l'assurance-chômage (OACI) la prise en considération de pertes de travail pour les cas de rigueur (cf. art. 32, al 3, LACI).

Conformément à l'art. 51, al. 1, OACI, les pertes de travail dues à des motifs indépendants de la volonté de l'employeur (p. ex. dégâts causés par les forces de la nature, al. 2, let e) sont prises en considération lorsque l'employeur ne peut les éviter par des mesures appropriées et économiquement supportables ou faire répondre un tiers du dommage. Il s'agit de cas de figure imputables à des circonstances exceptionnelles qui ne font pas partie des risques normaux d'exploitation (cf. Bulletin LACI HT C 8).

La perte de travail causée par un dommage n'est pas prise en considération tant qu'elle est couverte par une assurance privée. Dans un tel cas, l'assurance-chômage (AC) ne verse pas d'indemnité (risque de versement à double). Si l'employeur ne s'est pas assuré contre une telle perte de travail, bien que cela eût été possible, la perte de travail n'est prise en considération qu'à l'expiration du délai de résiliation applicable au contrat de travail individuel (al. 4).

A noter en outre qu'une perte de travail n'est pas prise en considération lorsqu'elle touche des personnes qui ont un emploi d'une durée déterminée (cf. art. 33, al. 1, let e, LACI). En effet, ces personnes sont protégées contre les licenciements en raison de la durée contractuelle fixe et ne sont donc pas obligées d'accepter la réduction ordonnée de l'horaire de travail. Les personnes au bénéfice d'un contrat de travail de durée déterminée (p. ex. travailleurs saisonniers employés pour la récolte) n'ont donc pas droit à l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail.

Emolument forfaitaire pour le passage au Contrôle suisse du commerce des vins (CSCV)

Il est possible que certains vigneron-encaveurs soumis à un contrôle équivalent d'un organe cantonal doivent acheter plus de 20 hectolitres de vin provenant de la même région de production (cf. art. 36, al. 2, ordonnance sur le vin). Ils devront alors s'inscrire au CSCV pour toute la durée pendant laquelle leurs achats dépasseront cette limite. Les vigneron-encaveurs concernés pourront dans ce cas-là bénéficier d'un émolument forfaitaire unique sans devoir s'acquitter de l'émolument normalement perçu.

Perspectives

Actuellement, les instruments de gestion des risques de marché, comme les assurances récolte de Suisse Grêle, ne couvrent pas entièrement les risques de gel. Seule la vigne peut être assurée contre les dommages causés par le gel, mais cette assurance n'est souscrite que par 5 % des exploitations. Eu égard à cette situation, il faudrait procéder, avec les assureurs, à une analyse approfondie de la couverture des différents risques pour les récoltes et déterminer les raisons possibles d'une non-participation pour trouver des solutions susceptibles d'améliorer la couverture des risques des exploitations.

La Confédération entend prendre des mesures qui donnent aux agriculteurs les moyens de gérer la situation actuelle de la manière la plus autonome possible. A cet égard, il est capital que la filière et les cantons soient associés à cette démarche. Au besoin, l'OFAG donnera d'autres informations.

Frost vom April 2017

Das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) gibt folgende Informationen über die verschiedenen Massnahmen, mit denen der Bund die Landwirtinnen und Landwirte gemeinsam mit den Kantonen und anderen Organisationen unterstützt, sowie über mittel- und langfristige Massnahmen, die geprüft werden:

Betriebshilfe und Investitionskredite

- **Aussetzen für 1 Jahr der Tilgung von Investitionskrediten oder Betriebshilfedarlehen**

Betrieben, die aufgrund der Ernteauffälle kurzfristig mit Liquiditätsengpässen konfrontiert sind, kann geholfen werden. Betroffene können bei der zuständigen kantonalen Stelle eine Aussetzung für 1 Jahr der Tilgung von Investitionskrediten oder Betriebshilfedarlehen beantragen. Das BLW möchte an dieser Stelle daran erinnern, dass die vorgesehenen maximalen Fristen für die Rückzahlung von bestehenden Darlehen einzuhalten sind, wenn ein Aussetzen der Tilgung gewährt wird. Die kantonalen Vollzugsstellen sind zuständig für die Stundung der Rückzahlung von Investitionskrediten und Betriebshilfedarlehen. Nützliche Adressen sind auf der Website www.suissemelioch aufgeführt.

- **Rückzahlbare zinslose Darlehen**

Die grösste Schwierigkeit besteht in der langfristigen Erhaltung der Liquidität und in der allgemeinen Verbesserung der Betriebssituation. Ein rückzahlbares zinsloses Darlehen kann hier Abhilfe schaffen. Grundvoraussetzung für die Gewährung dieses Darlehens ist eine eingehende Prüfung durch die kantonalen Vollzugsstellen. Diese Beihilfe dient dazu, eine finanzielle Bedrängnis zu beheben, verzinsliche Schulden abzulösen oder Ertragsverluste aufgrund einer Neuorganisation des Betriebs abzufedern. Betriebshilfedarlehen werden nur gewährt, wenn die Eintretenskriterien nach der Verordnung vom 26. November 2003 für die sozialen Begleitmassnahmen in der Landwirtschaft (SBMV; SR 914.11) erfüllt sind. Die Frist für die Rückzahlung eines Betriebshilfedarlehens ist nach den wirtschaftlichen Möglichkeiten der Darlehensnehmerin oder des Darlehensnehmers festzulegen, jedoch maximal 20 Jahre.

- **Investitionskredite zur Verbesserung der Produktion von Spezialkulturen sowie die Erneuerung von Dauerkulturen**

Müssen Kulturen vollumfänglich erneuert werden oder erweisen sich Massnahmen zur Verbesserung der Produktion von Spezialkulturen als notwendig, können bis 50 Prozent der anrechenbaren Kosten über zinslose Investitionskredite finanziert werden (Art. 44, Abs. 1 Bst. e SVV). Die Einhaltung der Eintretensbedingungen wird vorausgesetzt.

Die drei Massnahmen können ohne Änderung der Gesetzgebung sofort angewandt werden. Insgesamt sollen die liquiden Mittel in den Fonds de roulement ausreichen, um den begründeten Gesuchen zu entsprechen. Das BLW prüft, ob allenfalls für die Umverteilung der Betriebshilfemittel ein befristeter Vorschuss der kantonalen Leistung nach Artikel 16 Absatz 1 SBMV möglich wäre, damit die stark betroffenen Kantone genügend Mittel im Fonds de roulement Betriebshilfe zur Verfügung stehen.

Direktzahlungen

Für Flächen, die durch den Frost vernichtet wurden, werden weiterhin Direktzahlungen ausgerichtet. Die Bewirtschaftungsregeln bezüglich Pflanzen- und Bodenschutz gemäss dem ÖLN sind, sofern anwendbar, einzuhalten.

fondssuisse (Elementarschädenfonds / Schweiz. Fonds für Hilfe bei nicht versicherbaren Elementarschäden)

Aufgrund des ausserordentlichen Frostereignisses mit schweizweit grossen Schäden hat fondssuisse entschieden auf die Frostschäden 2017 einzutreten und damit eine Ausnahme zu den geltenden Beitragsbedingungen (Art. 12 Abs. 6 "Richtlinien") zu machen. In Ergänzung zu den Massnahmen von Bund und Kantonen (und den teilweise bestehenden Versicherungsmöglichkeiten) unterstützt fondssuisse stark betroffene Betriebe (Härtefälle) mit Beiträgen an die durch den Frost entstandenen Mehraufwände (Frostschutz und Pflegemassnahmen).

Bei der Anmeldung und Überprüfung der Frostschäden stark betroffener Betriebe ist fondssuisse auf das Mitwirken der kantonalen Fachstellen angewiesen. Bis im Sommer werden in Zusammenarbeit mit den Verbänden (Bauern-, Obst- und Weinbauernverband), den kantonalen Fachstellen und dem BLW die Kriterien und das Verfahren erarbeitet. Über das Anmeldeverfahren wird anschliessend orientiert, voraussichtlich im Herbst 2017, wenn das definitive Ausmass der Schäden ersichtlich ist.

Kurzarbeitsentschädigungen

Kurzarbeitsentschädigungen bei Frostschäden kann unter den nachfolgend beschriebenen Voraussetzungen ausbezahlt werden.

Arbeitnehmer, deren normale Arbeitszeit verkürzt oder deren Arbeit ganz eingestellt ist, haben einen Anspruch auf Kurzarbeitsentschädigung, wenn sie u.a. einen anrechenbaren Arbeitsausfall erlitten haben, welcher auf wirtschaftliche Gründe zurückzuführen und unvermeidbar ist (Art. 31 Abs. 1 und Art. 32 Abs. 1 Bst. a des Arbeitslosenversicherungsgesetzes, AVIG). Es werden lediglich die effektiven wirtschaftlich bedingten Ausfallstunden entschädigt.

Der Bundesrat regelt zusätzlich in Artikel 51 der Arbeitslosenversicherungsverordnung (AVIV) die Anrechenbarkeit von Arbeitsausfällen für Härtefälle (vgl. Art. 32 Abs. 3 AVIG).

Gemäss Artikel 51 Absatz 1 der AVIV sind Arbeitsausfälle, die auf nicht vom Arbeitgeber zu vertretende Umstände zurückzuführen sind (z.B. Elementarschadenereignisse Abs. 2 Bst. e), anrechenbar, wenn der Arbeitgeber sie nicht durch geeignete, wirtschaftlich tragbare Massnahmen vermeiden oder keinen Dritten für den Schaden haftbar machen kann. Es handelt sich um Tatbestände, die auf aussergewöhnliche Umstände zurückzuführen sind, d.h. über das normale Betriebsrisiko hinausgehen (vgl. AVIG-Praxis KAE C 8).

Der Arbeitsausfall wegen eines Schadenereignisses ist nicht anrechenbar, solange er durch eine private Versicherung gedeckt ist. Die Arbeitslosenversicherung (ALV) zahlt in einem solchen Fall keine Entschädigung aus (Gefahr von Doppelzahlungen). Hat sich der Arbeitgeber gegen einen solchen Arbeitsausfall nicht versichert, obwohl dies möglich gewesen wäre, so ist der Arbeitsausfall frühestens nach Ablauf der für das einzelne Arbeitsverhältnis geltenden Kündigungsfrist anrechenbar (Abs. 4).

Weiter ist anzumerken, dass ein Arbeitsausfall nicht anrechenbar ist, soweit er Personen betrifft, die in einem Arbeitsverhältnis auf bestimmte Dauer stehen (vgl. Art. 33, Abs. 1 Bst. e AVIG). Der Grund liegt darin, dass sie aufgrund der festen Vertragsdauer vor Entlassung geschützt sind und deshalb der angeordneten Kurzarbeit nicht zustimmen müssen. Personen mit einem befristeten Arbeitsvertrag (z.B. saisonale Erntehelfer) haben somit keinen Anspruch auf Kurzarbeitsentschädigung.

Pauschalgebühr beim Wechsel zur Schweizer Weinhandelskontrolle (SWK)

Es kann sein, dass einige Selbsteinkellerinnen und Selbsteinkellerer, die einer gleichwertigen kantonalen Kontrollstelle unterstehen, mehr als den Grenzwert von 20 hl aus demselben Produktionsgebiet zukaufen müssen (vgl. Art. 36 Abs. 2 Weinverordnung). In diesem Fall müssen sie sich für die gesamte Dauer, während der mehr als 20 hl zugekauft werden, bei der SWK anmelden. Die betroffenen Selbsteinkellerinnen und Selbsteinkellerer kommen dabei in den Genuss einer einmaligen Pauschalgebühr und müssen die übliche Anmeldegebühr nicht entrichten.

Ausblick

Marktbasierte Risikoinstrumente wie beispielsweise die Ertragsversicherungen der Schweizer Hagel bieten heute keine umfassende Abdeckung von Frostrisiken an. Lediglich bei Reben gibt es einen Versicherungsschutz für Frostschäden und dieser wird lediglich von rund 5 Prozent der Betriebe in Anspruch genommen. Aufgrund dieser Ausgangslage sollen zusammen mit den Versicherern die Abdeckung verschiedener Ertragsrisiken vertieft analysiert und mögliche Gründe für eine Nichtteilnahme ermittelt werden mit dem Ziel, Lösungsansätze für eine verbesserte Absicherung der Betriebe zu erarbeiten.

Der Bund ist bestrebt, die Massnahmen so zu treffen, dass die Landwirtinnen und Landwirte die aktuelle Situation möglichst selbständig bewältigen können. Der Einbezug der Branche und der Kantone ist dabei sehr wichtig. Das BLW wird bei Bedarf weitere Informationen zustellen.

* * * * *